

Faire l'hospitalité

Guide pratique
que n'a pas écrit
Christian Estrosi
à l'attention
des maires
de France
confrontés
à la présence
d'un bidonville
sur leur territoire.

Du PEROU
— Pôle d'Exploration
des Ressources
Urbaines,
avec la complicité
de la Fondation
Abbé Pierre.
Le 14 juillet 2018

1

AUX ÉLU(E)S
DE LA RÉPUBLIQUE.
METTRE À DISPOSITION
NOS SAVOIR-CONSTRUIRE.

2

LES TERMES DE
L'INSTRUCTION
DU GOUVERNEMENT DU 25
JANVIER 2018.
UN TEXTE D'AVENIR.

3

LA LISTE DE NOS ACTES
D'HOSPITALITÉ
(2012-2014). UN AUTRE
GUIDE PRATIQUE.

4

EN RÉPONSE
AUX CONTRADICTEURS.
D'AUTRES VISIONS
DE CE QUE NOUS AVONS
EN COMMUN.

5

CE QUE NOUS N'AVONS
PAS SU FAIRE. D'AUTRES
RESSOURCES
POUR LES ACTIONS
À VENIR.

1

AUX ÉLU(E)S DE LA RÉPUBLIQUE. METTRE À DISPOSITION NOS SAVOIR-CONSTRUIRE.

Le 14 juillet 2013, Christian Estrosi vous a fait parvenir un « Guide pratique à l'attention des maires de France afin de prévenir les occupations illégales du domaine public par des populations non sédentaires ». Ce document de 12 pages de format A4, adressé aux 3 500 maires de France dotés d'une police municipale, décrit les gestes et les dispositifs permettant d'expulser et de tenir éloignées d'une commune des personnes habitant des bidonvilles. « Relever des plaques d'immatriculation » ; « Faire dresser un constat d'huissier » ; « Installer des caméras nomades en 3 heures » ; « Engager une procédure pénale » ; etc. Le maire de Nice dresse méthodiquement l'inventaire des pratiques répressives expérimentées des années durant sur son territoire. Il conçoit ainsi un outil de politique publique au sujet d'un problème que chacun sait difficile, à savoir la présence d'un bidonville sur un territoire de la République. Son programme : faire école de l'hostilité auprès d'homologues supposés considérer le bidonville comme une pathologie urbaine à éradiquer, et les personnes y vivant comme autant de menaces à éloigner.

Le 14 juillet 2018, le PEROU vous fait parvenir ce « Guide pratique que n'a pas écrit Christian Estrosi ». Ce document de 12 pages de format A4, que nous adressons également aux 3 500 maires de France dotés d'une police municipale, décrit les actes et les gestes d'hospitalité mis en œuvre à partir de l'automne 2012 dans deux bidonvilles de l'Essonne, suivant l'hypothèse que construire valait mieux que détruire pour répondre aux problèmes que posait leur présence sur le territoire. À Ris-Orangis puis à Grigny, des riverains, des étudiants, des artistes, des chercheurs, des architectes, des personnes aux compétences multiples ont méthodiquement construit, faisant s'intensifier les relations des habitants du bidonville avec le territoire alentour. Cinq ans plus tard, la majorité des familles avec lesquelles cette assemblée de citoyens a œuvré a rejoint un logement, et la plupart des enfants est scolarisée. Nous vous transmettons aujourd'hui le fruit de cette expérience, nous en référant d'abord à l'Instruction du Gouvernement publiée le 25 janvier 2018 qui énonce que la destruction des bidonvilles et la répression de leurs habitants aggravent les problèmes, non les résolvent, et que cultiver les relations au territoire des personnes y cherchant refuge est la seule voie pensable et possible pour des politiques publiques efficaces enfin. Nous espérons que ces quelques pages vous seront utiles pour l'application de cette Instruction, et l'invention de politiques publiques d'avenir.

2

LES TERMES DE L'INSTRUCTION DU GOUVERNEMENT DU 25 JANVIER 2018. UN TEXTE D'AVENIR.

C'est un texte signé par la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que par sept ministres : de la Justice ; de l'Europe et des Affaires étrangères ; de la Cohésion des territoires ; des Solidarités et de la Santé ; du Travail ; de l'Éducation nationale ; de l'Intérieur. C'est un texte faisant entendre que pour « donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles », il convient « de dépasser l'approche centrée sur les évacuations et d'inscrire l'intervention publique dans une dimension plus large ». C'est un texte affirmant que l'Intérieur ne saurait avoir le monopole de la question, que la politique de répression s'avère une impasse : « (...) malgré les évacuations répétées au cours de ces dernières années, le nombre de personnes occupant ces bidonvilles n'a pas sensiblement baissé ». Cinq ans après la systématisation de sa politique de destruction et de neutralisation du territoire, Christian Estrosi peut en effet témoigner de son inconséquence : le 3 mai 2018 encore à Nice, les forces de l'ordre détruisent un bidonville où vivent des enfants scolarisés. La violence condamne à « l'enlèvement » affirment les signataires ministériels de ce texte. Nul n'est désormais censé ignorer que détruire c'est faire se pérenniser le bidonville.

La question relève non d'enjeux de sécurité publique, insiste le texte, mais de « la grande précarité (ce qui exclut notamment une approche ciblée sur l'origine et la culture réelles ou supposées des personnes) ». Elle implique une réponse attentive au droit de chacun à la ville : le manque de ressources ne peut condamner quiconque à être chassé d'un territoire. Non répressive, l'action publique doit s'avérer d'abord attentive aux habitants et à leurs habitats, leur porter assistance « par la sécurisation des conditions de vie (mesures d'hygiène et de sécurité, accès à l'eau, ramassage des ordures ménagères et des déchets) ». Ainsi est-il acté que ménager et aménager les lieux est le chemin le plus sûr pour accompagner les personnes hors le bidonville. Le texte évoque quelques expérimentations éparses qui le démontrent : améliorer les conditions de vie, c'est éloigner l'imminence du péril et permettre aux personnes d'envisager sereinement un avenir meilleur. Ainsi est-il acté qu'un bidonville s'avère un habitat qu'il convient de protéger afin que chacun de ses habitants puisse s'en sortir, en sortir, rejoindre la ville enfin.

Soigner l'accueil consiste en outre à domicilier les familles comme l'impose la loi, à reconnaître aux enfants «le respect de leurs droits et de l'obligation scolaire», à faire connaissance donc avec chacune et chacun des habitants et considérer «leur situation personnelle, leur état de santé, leur parcours, leurs compétences et leurs aspirations». Les signataires du texte reconnaissent comme probable le désir des familles de prendre part à la vie publique comme tout un chacun, et présentent *de facto* les mesures d'éloignement comme déraisonnables.

L'Instruction du Gouvernement prévoit la mobilisation de financements de l'État et la recherche de cofinancements pour construire avec et pour l'ensemble des habitants de la commune. Faire l'hospitalité est l'horizon d'une action publique nécessitant le concours de chacun des acteurs du territoire. En effet, c'est à cultiver des relations durables et solides que le texte encourage, insistant sur la contribution cruciale des «associations, opérateurs, bailleurs sociaux, et (des) occupants eux-mêmes». Il est acquis qu'expulsions et destructions résultent d'actes insensés. Une vision apaisée irrigue ce texte donnant aux acteurs de chacun des territoires concernés une pleine responsabilité dans l'invention d'un art contemporain de l'hospitalité. Les membres du gouvernement de conclure, et de rappeler, que «l'application du droit commun nécessite enfin d'apporter une vigilance particulière à la stigmatisation et à la discrimination dont les habitants des campements et bidonvilles peuvent faire l'objet».

3

LA LISTE DE NOS ACTES D'HOSPITALITÉ (2012-2014). UN AUTRE GUIDE PRATIQUE.

1. Faire connaissance. À Ris-Orangis, des femmes, des enfants, des hommes ont construit des refuges, des intérieurs soignés, des cheminements, des lieux de rassemblement. Dans le bidonville dit «de la Nationale 7» vivent effectivement 140 personnes en octobre 2012. Les enfants se prénomment notamment Adelina, Simion, Rebecca, Ricardo, Dany, Fiorina, Dolari, Rémus, Medalion, Alex, Benny. Des riverains, organisés ou pas, de Ris-Orangis et des communes voisines, ont franchi le seuil du bidonville depuis des semaines, des mois, voire des années malgré les expulsions répétées. Ils ont apporté leur soutien, offert leur temps, pris soin

des enfants, cultivé les espoirs des parents. Pour commencer, nous documentons chacun de ces gestes, de ces actes, de ces mouvements, de ces constructions. Nous les relevons, les inventorions, les dessinons, les photographions, les filmons, les écrivons. Ainsi les inscrivons-nous sur la carte du territoire, comme un pan de son histoire, comme une part de son étendue. Ainsi reconnaissons-nous qu'ici-même quelque chose est bâti plutôt que rien.

2. Soigner le sol. Jonché de détritrus faute de ramassage par la collectivité, le bidonville s'impose à première vue comme cloaque. Accumulées, les ordures forment des montagnes pestilentielles. Entre celles-ci, une boue épaisse rend les pas incertains, notamment ceux des enfants rejoignant les écoles environnantes. L'on sait communément voir ce désastre, tant et si obstinément qu'on en tire argument pour chasser des personnes dont l'habitat reste absent des représentations officielles. Autrement attentifs à ce qui a lieu, à ce qui se construit comme à ce qui menace, nous envisageons tout autrement ce que nous avons à faire ensemble. Nous déversons alors des tonnes de bois raméal fragmenté (BRF) récupérées dans deux usines complices, jusqu'à ce qu'un tapis recouvre le sol. Nous créons des drains sur toute la longueur du bidonville et contenons ainsi les eaux de pluie. La boue disparaît, les enfants courent de nouveau. Nous invitons les riverains quatre week-ends consécutifs à déplacer avec les familles les montagnes d'immondices. En un mois, des centaines de tonnes d'ordures sont déversées dans les décharges publiques. Reconnaisant les lieux comme habités, nous expulsions les déchets et les rats, non les hommes.

3. Réparer les habitations. Résignées jusqu'alors au passage régulier de la pelleuse, les familles créent des abris qui souvent tiennent à peine : dans les formes construites, la destruction imminente est inscrite. Par le soin que nous apportons au bidonville, nous ouvrons l'espace et le temps d'un projet commun et nous engageons auprès des familles à faire tenir ce à quoi elles tiennent. Alors nous consolidons les charpentes des baraques, installons de petites bouches d'aération dans les parois de chacune, posons sur le tiers d'entre elles un extincteur. Alors nous créons douze toilettes sèches et 4 bacs à compost, rédigeons en français, roumain et romani les modes d'emploi de ceux-ci. Alors nous isolons autant que faire se peut le circuit électrique qui parcourt le bidonville. La fumée, le feu, les épidémies sont des menaces effectives. Dans la ville, les services municipaux s'efforcent de les prévenir. Dans le bidonville nous savons aussi nous y employer et réinventer avec les habitants une pratique quotidienne du soin et de la maintenance.

4. Bâtir une ambassade. Aux riverains solidaires, nous construisons un haut-lieu au beau milieu du bidonville. C'est l'Ambassade, une bâtisse d'une trentaine de mètres carrés conçue par l'architecte Julien Beller, habillée par le designer Malte Martin de quatre

mots emblèmes : Être ; Vivre ; Ici ; Maintenant. C'est un seuil : nous l'inaugurons lors d'une extraordinaire fête le 22 décembre 2012 en invitant enfants, parents et instituteurs des écoles voisines. C'est une baraque de chantier : chaque lundi, nous nous y réunissons avec les habitants, y accueillons de nouveaux complices, y invitons des étudiants d'écoles d'art et d'architecture, y débattons de ce que nous avons à faire ensemble. C'est un équipement public : des retraités y proposent des cours de rattrapage scolaire ; des jeunes femmes y transmettent les rudiments de la langue française aux femmes du bidonville ; des assemblées y retentissent, et dans leur mouvement se créent deux collectifs : le CRS, pour Collectif des Rissois Solidaires ; le CAR, pour Collectif des Ambassadeurs des Roms. L'Ambassade est un outil de mobilisation. C'est une institution qui révèle, par les actes, que les citoyens solidaires sont potentiellement innombrables, que l'hostilité des riverains n'est pas la règle mais l'exception.

5. Inlassablement danser. La joie est le creuset même de toute urbanité : rien ne saurait tenir par la seule agglomération mécanique d'existences sur une surface cadastrée, ni par la solution abstraite du logement ou de l'hébergement pour tous. Depuis les premiers jours, nous organisons des banquets. À Ris-Orangis, nous invitons le metteur en scène Didier Galas, le chorégraphe Israël Galvan, les chanteuses Milena Kartowski et Eva Salina Primack. Sous leurs pas, à la force de leurs chants, nous construisons une Place des fêtes : un sol en bois d'une vingtaine de mètres carrés, trois bancs, des lampions. À Grigny, nous invitons Tony Gatlif et, pour la projection de son film *Gadjo Dilo*, créons le Cinéma de la Folie en plein cœur du bidonville : sous les pieds, un parquet de bal offert par les compagnons d'Emmaüs ; sur les têtes, une toile d'une vingtaine de mètres de long tissée par mille mains, sous la gouverne des artistes italiens du collectif Stalker ; face aux regards, un écran tendu avec la complicité du théâtre de Brétigny. Grâce aux associations Intermèdes Robinson et Abrasso, nous chantons, dansons, dessinons avec les enfants *La Passerelle*, imagier trilingue remis aux écoles voisines, et faisons ainsi vivre une « colonie de vacance » inouïe, nous adossant au mobilier construit par les architectes du collectif 6^e continent. Les riverains rejoignent la danse, faisant toujours un peu davantage se rapprocher le bidonville de la ville. Non comme une menace, mais comme le lieu d'une possible rencontre.

6. Faire retentir les voix. Si l'exaspération et la crainte persistent, c'est que maladivement dépeint comme pathologie contagieuse, le bidonville sidère et inquiète. À Ris-Orangis comme à Grigny, nous le considérons au contraire comme un lieu habité par des personnes dont la vitalité est menacée, non menaçante. Effectivement, en dépit de tout ce qui accable, de la boue, des ordures, des rats comme de la violence, ici l'on rit, l'on fait l'amour, l'on danse, l'on joue, l'on cuisine, l'on soigne, l'on rêve. C'est ce que nous apprenons en vivant ici deux années durant. C'est ce qu'affirment les mères de famille, dont le portait est réalisé par le photographe Jean Larive, dans

un document envoyé en début d'année 2013 à chacune des élues du territoire : la carte de vœux des mères. C'est ce qu'expose *La Place. Ris-Orangis*, livre d'images prises par les familles à l'occasion d'un atelier coordonné au printemps 2013 par les photographes Adel Tincelin et Jean-François Joly. C'est ce dont témoignent les 40 curriculum vitae créés à l'été 2013 avec Jean-François Joly, la traductrice Ramona Strachinaru, le designer Yannick Fleury. Ce sont ces parcours de vie, les savoirs, savoir-faire et désirs qui les nourrissent, que nous présentons aux entrepreneurs alentour, générant de nouvelles collaborations jusqu'alors inenvisageables. C'est cette humanité rayonnante dont nous témoignons auprès des assistantes sociales de la municipalité et du département, jusqu'alors accablées par les plaintes et les invectives. Ce sont ces visages, ces voix, ces rires que nous représentons, cette joie étouffée par la sur-représentation de la boue, de la misère, de la détresse. Ainsi se tissent des relations de voisinage, de soin, de compagnonnage, d'amitié, de complicité, de cordialité, voire de simple mais cruciale « considération ». Ainsi se déploie ce qui se nomme un « territoire » : une épaisseur faite des relations, des gestes, des actes, des paroles qui s'inventent entre les corps.

7. Augmenter la ville. Nous fleurissons le seuil du bidonville de Ris-Orangis, y affichons les mots puissants que nous inspire Yvette Le Garff, la doyenne des riverains solidaires : « Les forces qui un jour vont me manquer, je les dépense ». Nous construisons une passerelle en bois couleur or entre ville et bidonville à Grigny avec l'artiste Joana Zimmermann. Nous construisons au coeur du bidonville de Grigny une résidence de travail, frappé des mots « Ailleurs commence ici », pour y accueillir six équipes d'architectes concevant avec les familles le programme et le dessin d'habitats transitoires et légaux à venir. Nous apprenons que la vitalité ici manifeste peut ensemer la ville. Nous imaginons alors des lieux où la collectivité tout entière peut se retrouver, forts de l'expérience de l'Ambassade, de la Place des fêtes, du Cinéma de la Folie. Nous produisons des savoirs à même d'outiller les acteurs publics dans la conception de lieux que des friches multiples sauraient accueillir. Nous expérimentons l'un d'eux en collaboration avec le Département de l'Essonne sur le territoire de Ris-Orangis. Ainsi naît, fin 2013, la dite « base de vie » : des unités d'hébergement libérées de toute barrière de sécurité et de tout contrôle d'accès ; un lieu public agrémenté de petits jardins et d'une halle centrale nommée par les habitants « La Chapelle ». Ici-même, jusqu'en 2016, s'installent près de trente familles avant de rejoindre un logement, grâce au travail d'accompagnement de l'association Le Rocheton et des collectifs de citoyens ne cessant de soutenir les familles de la « Place de l'Ambassade ».

8. Faire savoir. Quotidiennement, nous publions sur un blog le récit de cette action conduite en Essonne : les actes, les doutes, les difficultés, les victoires, les défaites. Nous consignons notamment les techniques d'expulsion et de neutralisation du territoire qui, malgré nos actions, ne manquent pas d'avoir lieu à Ris-Orangis

comme à Grigny après avoir conquis de ces communes qu'elles prennent part au projet d'accueil de la « base de vie ». Nous publions fin 2014 un rapport de 330 pages intitulé « Partir du bidonville. Une micro-expérimentation constructive (2012-2014) » que nous remettons en six exemplaires au PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture), organisme interministériel, ainsi qu'à la Fondation Abbé Pierre. Ainsi finalisons-nous cette recherche-action notamment financée par ces deux organismes à hauteur de 155 626 euros. Ainsi concluons-nous cette action de recherche qui a permis qu'une centaine de personnes quitte effectivement le bidonville, échappant enfin à la menace toujours reconduite d'une expulsion. Nous y indiquons notamment qu'il en a coûté au contribuable 328 965 euros, au CRS près, d'expulser et de détruire la « Place de l'Ambassade », soit deux fois plus qu'il nous en a coûté d'œuvrer pendant deux ans. Nous racontons cette histoire depuis lors au sein de multiples écoles d'art, de design, d'architecture, de sciences politiques : à Toulouse, Nancy, Marne-la-Vallée, Versailles, Clermont-Ferrand, Saint-Etienne, Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Lille, Nîmes, Rennes, etc. Nous mettons à disposition l'ensemble des textes, des images, des films relatifs à cette action sur le site Internet du PEROU et publions un ouvrage : *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir. Sur l'art municipal de détruire un bidonville* (Post-édition, 2014). Enfin, nous vous adressons ces quelques pages, convaincus que ce que nous avons appris doit être mis à votre disposition et générer, sous votre responsabilité et avec d'autres que nous, des actes nouveaux.

4

EN RÉPONSE AUX CONTRADICTEURS. D'AUTRES VISIONS DE CE QUE NOUS AVONS EN COMMUN.

1. « Nous n'avons pas les moyens d'accueillir toute la misère du monde ». Singeant la forme d'un énoncé raisonnable, cette formule usée jusqu'à la corde déraisonne : pour le xénophobe, nous accueillons toujours trop ; pour le militant « pro-migrant », jamais assez. La déraison est là : il n'y a pas de juste compte, parce qu'aucune vie ne saurait compter plus ou moins qu'une autre, parce qu'il n'y a pas de personne en trop, mais que des réponses en moins. Nous savons, avec raison, que nous n'avons pas les moyens d'expulser toute la misère du monde : les murs, les barrières, les saccages,

les blessures causées aux corps, les placements et déplacements à haute fréquence, le passage de la pelleteuse à Ris-Orangis ou à Grigny coûtent infiniment plus que ce que nous avons à gagner de faire l'hospitalité. En Essonne, à moindre coût, nous avons simplement repris le chantier urbain : le fait migratoire est la raison de l'existence d'une ville, non ce qui la met en péril. Hier, nous avons construit avec des personnes migrantes. Aujourd'hui, la plupart d'entre elles travaille et paie un loyer, la plupart des enfants poursuit son éducation, et certains deviendront demain acteurs et électeurs de Ris-Orangis ou de Grigny. Nous avons tout intérêt à accueillir au mieux celles et ceux qui aujourd'hui cherchent ici refuge : il en va de la qualité du monde que connaîtront demain nos enfants.

2. « Nous ne sommes pas responsables ». L'irresponsabilité s'avère aujourd'hui un argument politique récurrent, chacun s'abritant derrière l'idée qu'il n'est pas la cause du désastre. Expulser, nous a affirmé le maire de Grigny, c'est refuser d'endosser la responsabilité de la politique anti-Rom du gouvernement, c'est replacer sous le nez de l'État la situation de péril à laquelle il doit répondre. La déraison gouverne donc : il est pensable de chasser des personnes d'un territoire en défendant leur accueil. Se reconnaître responsable ne consiste pas à endosser la culpabilité du désastre, mais accepter de se saisir de ses capacités d'agir pour y répondre. Chacun des acteurs du territoire est potentiellement responsable. L'Instruction du Gouvernement du 25 janvier 2018 l'énonce, reconnaissant l'État autant responsable que les habitants du bidonville, les collectivités locales, les associations, les bailleurs sociaux. La commune demeure l'acteur clé de cette assemblée de responsables, tant l'hospitalité la constitue : l'acte de fondation d'une ville est la décision de construire, plutôt que de se faire la guerre, prise par des personnes se rencontrant sur un chemin.

3. « Nous ne voulons pas que soit pérennisé le bidonville ». L'Instruction du Gouvernement du 25 janvier 2018 nous rappelle à l'évidence : c'est l'expulsion d'un bidonville qui provoque sa pérennisation. L'action conduite en Essonne nous l'enseigne : c'est en construisant ici, dans le bidonville, que l'on crée les conditions d'une vie ailleurs, dans la ville voisine. Cela implique de savoir mobiliser les ressources multiples du territoire : des logements vacants (pour lesquels l'ordonnance de réquisition d'octobre 1945 est à portée de main des maires), aux réserves foncières multiples en attente de chantier, des lieux sont disponibles, transformables, qualifiables par l'occupation temporaire, pour que se déroule dans le temps long le processus d'inscription des familles dans le territoire. Seul l'aveuglement connaît la pénurie des ressources.

4. « Accueillir n'est pas ce qu'exige la majorité des citoyens que nous sommes ». La majorité est silencieuse, les possibilités de prendre position étant réduites, commandées par un conflit entre « pro » et « anti » dont l'invective est la règle de fonctionnement. À Ris-Orangis, comptant 29 000 habitants en 2012, une centaine

tout au plus de riverains « pro » ou « anti » cristallise le débat, laissant hors champs de multiples autres manières de prendre position. Les mobilisations sont dormantes et l'engagement des riverains naît précisément du travail de transformation de la situation : les seuils aménagés, l'Ambassade dressée, les fêtes organisées, les images échangées, donnent un accès nouveau au bidonville, une vision tout autre des familles et des désirs qui les animent. L'art politique réside précisément ici : dans la manière de re-présenter la situation, de la rendre autrement présente au monde afin que s'engagent d'innombrables acteurs demeurés jusqu'alors éloignés de la scène. Ainsi, du rabbin au curé, des retraités aux étudiants, des parents d'élèves aux membres d'associations locales, un nouveau « peuplement » a lieu à Ris-Orangis puis à Grigny qui rend pensable et possible une autre issue que la reconduction des impasses. Construire une nouvelle scène de l'engagement citoyen, tel est l'horizon précis de l'action que nous avons conduite. Car l'opinion n'existe pas a priori, sinon comme fantôme ; car elle aussi nécessite d'être nourrie, cultivée, construite.

5. « Notre identité est mise en péril par des personnes inassimilables ».

En France, ce ne sont pas les Roms qui font les bidonvilles mais les bidonvilles qui font les Roms : dès lors qu'un regard saisit des cabanes laissant s'échapper une fumée noirâtre, il croit voir un « campement Rom ». L'assignation à résidence d'une identité fonctionne de toutes parts, et les « pro » comme les « anti » s'opposent à qui mieux mieux sur la dite « question Rom ». À Ris-Orangis comme à Grigny, des Roms et des non-Roms habitent le bidonville, et aucune d'entre les familles ne revendique la reconnaissance de sa culture « Rom » sur la scène publique. Le droit positif français ne permet d'ailleurs pas de distinguer celui-ci de celui-là, et seule la condition de « précarisés » les rassemble, les rapprochant d'une multitude dont il faudrait gérer la « présence problématique » : sans-abri, personnes âgées, personnes migrantes, chômeurs, etc. Aujourd'hui, nombre de familles qui vivaient « Place de l'Ambassade » connaissent une existence de riverain, et leur altérité est devenue commune, non plus étrange. La fable de l'identité et les prétendues vocations de tel ou tel de retourner quelque part ne tiennent pas l'épreuve de l'expérience.

6. « Nous savons qu'accueillir c'est créer un appel d'air ». Une fascination du pire opère et les visions cataclysmiques gouvernent dès lors que la question de l'hospitalité se pose. L'argument de l'appel d'air témoigne d'une paresse de la pensée : l'accueil appelle évidemment l'accueil, c'est la vertu précise de ce que l'on nomme une ville, grandissant d'être refuge, périlant d'être forteresse. La phobie de l'appel d'air témoigne simultanément d'un dérèglement de l'imagination : elle est l'autre nom, péjoratif, de l'attractivité, du désir, de la rencontre, de tout ce qui annonce la production de nouvelles richesses. Tout comme l'argument du « point de fixation » témoigne d'une incapacité à penser que si des personnes habitent ici plutôt qu'ailleurs, c'est qu'elles y ont développé des « attachements », à savoir

des relations avec des personnes, avec un territoire, avec des ressources, avec un jardin que, jardinant, elles cultivent et feront naturellement proliférer. À Ris-Orangis et Grigny, une économie est née de la présence des familles que nous avons rencontrées : d'abord dite « informelle », faite de récupération et revente de ferraille ; puis « formelle », dans le bâtiment, le service à la personne, les espaces verts. C'est non pas la migration qui est inquiétante, mais notre tendance à oublier que le fait migratoire est constitutif de ce que nous appelons une ville, des lieux où nous vivons, du jardin qui nous fait vivre.

5

CE QUE NOUS N'AVONS PAS SU FAIRE. D'AUTRES RESSOURCES POUR LES ACTIONS À VENIR.

1. D'autres mobilisations encore. Il y a dans le territoire de Ris-Orangis et de Grigny d'innombrables personnes, associations, entrepreneurs, organisations que nous aurions dû rencontrer, inviter, savoir mobiliser. Du café du coin au club de foot en passant par l'amicale des retraités, l'association de parents d'élèves, le collectif d'artistes ou les entrepreneurs du secteur de l'économie sociale et solidaire, un écosystème extraordinaire se trouvait là, en puissance, que nous n'avons pas fait suffisamment apparaître dans et par l'action. Il manque à chacune de ces situations de péril une équipe de chercheurs-médiateurs en résidence, attentive aux ressources multiples d'un territoire, aux désirs d'agir parfois discrets, pour les faire s'articuler dans l'action constructive. Cette fonction d'agencement s'avère peut-être la définition la plus élémentaire de cette expression commune : « Faire de la politique ». Il y a dans chacune des régions de France des étudiants, des chercheurs, des expérimentateurs, des créateurs, travaillant dans la solitude d'un laboratoire, d'une discipline, d'une école, sur les enjeux contemporains de l'hospitalité. Nous n'avons par exemple pas su activer l'extraordinaire réseau des écoles d'art et d'architecture qui accueillent nombre d'étudiants volontaires et désireux. Un campus potentiel se trouve à proximité des situations de péril, des équipes pluridisciplinaires et actives à inviter, pour que chacune devienne le lieu d'une recherche inventive, d'une invention politique.

2. D'autres territoires encore. Il y a sur un territoire comme l'Essonne, tout au moins à l'échelle inter-communale où se jouait le destin des familles d'expulsion en expulsion, des ressources foncières non cartographiées, des lieux à penser, à cultiver, à construire.

La manne d'argent public déversée dans le mouvement des machines destructrices aurait pu permettre de construire plus que de raison. Nous n'avons pas su repérer les ressources multiples et faire la démonstration des constructions possibles tant en droit qu'en économie. «L'urbanisme transitoire» est le nom que porte aujourd'hui l'art d'activer pour un temps de l'habitat à l'endroit même où sommeillent des ressources : friches, terres abandonnées, bâtiments désaffectés. Il y a sur un territoire de multiples intérêts à faire converger dans de nouveaux hauts-lieux de l'hospitalité. Au mieux, les réponses légales consistent à faire des camps, et donc à faire le pire : des enclaves pour Roms, des villages de containers pour migrants, des centres spécialisés pour SDF ou personnes âgées. Nous avons pris le risque de suivre le chemin d'une réponse légale en assumant la fonction d'assistant à maîtrise d'ouvrage d'une «base de vie» mise en œuvre à distance du centre ville de Ris-Orangis. Nous avons d'emblée travaillé à l'ouvrir, à activer les porosités, à poursuivre le chantier de tissage et métissage inauguré dans le bidonville. Nous avons contribué à ce que ce lieu vive comme un centre-ville, mais n'avons pas su défendre la création de nouveaux lieux au centre même de la commune. Il est crucial que de tels lieux centraux existent, proposant en leur cœur des équipements pour la ville entière, démontrant que l'acte d'hospitalité n'est pas un effort à consentir pour accueillir quelques-uns, mais une conquête de tous pour tous.

3. D'autres communes encore. Il y a en France nombre d'expériences risquées à l'instar de celle que nous avons conduite en Essonne, mais nous restons pauvres en savoirs et savoir-faire communs. Nous n'avons pas su repérer les actes déjà conduits, écouter ceux à venir, et tisser alors un réseau d'expériences permanent susceptible de produire et mettre à disposition les leçons conquises ici et là. Il manque une «Université de l'hospitalité qui vient», l'organisation et l'animation d'un réseau au sein duquel les personnes concernées, y compris les habitants des bidonvilles, pourraient mettre en partage le fruit de leurs expériences. À Grigny, nous avons accompagné les familles dans la création d'une association dont elles sont les principaux membres : «L'Association de la Folie en Essonne». Celle-ci est aujourd'hui trop peu active. Il y a en France nombre d'élu(e)s, maires au premier chef, qui tentent des actes parfois discrets, qui travaillent au quotidien ces questions difficiles. Un réseau des élus hospitaliers fut un temps esquissé, partant du Nord-Pas-de-Calais, mais il fit long feu. Nous n'avons pas su repérer et activer les inventeurs locaux d'une science pratique de l'hospitalité à l'échelle nationale. Il manque la mise en place d'un travail constant de dialogue entre des élu(e)s épars, enjambant allègrement les frontières partisanes, à même de faire naître ce savoir-faire l'hospitalité, crucial pour les décennies à venir. Nous concluons sur ce nouvel horizon de travail : à partir de ce guide pratique que nous vous faisons parvenir, nous créerons, dès la fin 2018 et avec les maires de France qui le souhaitent, ce nouvel espace de recherche et de publication commun.